

Grandir à Bruxelles

Les Cahiers de l'Observatoire de l'enfant #38 | 2020



- **Bachelier Éducation de l'enfance, où en sommes-nous en Belgique ?**
- **Jouer dehors à Bruxelles : des inégalités**

Perrine HUMBLET

Observatoire de l'enfant

BACHELIER ÉDUCATION DE L'ENFANCE / PEDAGOGIE VAN HET JONGE KIND

OÙ EN SOMMES-NOUS EN BELGIQUE ?

Le plaidoyer pour une formation de niveau supérieur pour les professionnels des milieux d'accueil remonte en Belgique aux années 1970. Il s'est vu renforcé au cours des années 1990 par une recommandation européenne d'employer au moins 60 % de diplômés de l'enseignement supérieur dans les services 0-3 ans. Les recherches ont montré que la formation initiale est la variable la plus déterminante d'une qualité d'accueil. En Belgique comme dans plusieurs pays européens, la formation de bachelier pour la petite enfance n'existait pas.

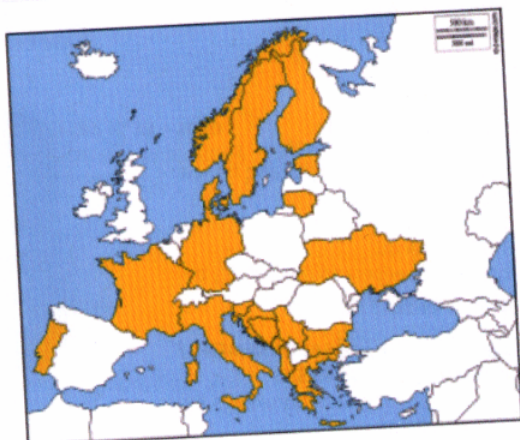
Une dizaine d'années plus tard, sous la houlette de Kind & Gezin (K&G), un consensus s'est dégagé en Flandre pour organiser un bachelier en *Pedagogie van het jonge kind* (PJK). Les futurs diplômés devront occuper des postes de responsables et d'accompagnement du travail pédagogique des accueillant-e-s de milieux d'accueil collectifs, soutenir les accueillant-e-s à domicile et intervenir dans la formation des autres travailleurs peu formés. Les premières formations commencent en 2011-2012 dans trois hautes écoles, à Anvers, Bruxelles et Gand au moment où, en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), débute un cycle de deux recherches-action initiées par l'ONE portant sur la formation initiale des professionnel-le-s de l'accueil de l'enfant de 0 à 12 ans tant pour les fonctions d'accueil

que d'encadrement. Menées sur un mode participatif avec un grand nombre d'acteurs du secteur, elles débouchent sur des recommandations pour un nouveau cursus de formation allant jusqu'au niveau supérieur. Celles-ci rencontrent les objectifs de la réforme de l'accueil approuvée le 20 février 2019, qui vise à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil. Toutefois, le diplôme de Bachelier n'est encore qu'un projet en FWB.

À l'heure de l'organiser, examinons sa mise en place en Flandre et faisons le point en FWB pour en tirer des enseignements. Nous avons rencontré **Jan Peeters**, acteur de premier plan de cette problématique en Flandre et au niveau européen, **Sofie De Backer**, coordinatrice de la formation PJK à la haute école Artevelde Hogeschool de Gand, et **Florence Pirard**, responsable des deux recherches-action de l'ONE, qui porte la problématique en FWB.

Pays où un bachelier est organisé pour l'accueil auprès de jeunes enfants (Peeters, 2019)

Albanie, Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Danemark, Estonie, Finlande, France, Grèce, Italie, Lituanie, Luxembourg, Monténégro, Norvège, Portugal, Serbie, Slovaquie, Suède, Ukraine



Jan Peeters, qu'aimeriez-vous souligner aujourd'hui ?

J'ai rappelé récemment la liste des pays qui n'ont pas de bachelier pour l'accueil des jeunes enfants, c'est le cas de l'Irlande et des Pays-Bas notamment (voir la carte). Ils sont peu nombreux et cela changera encore. L'Irlande, suite à un certain nombre de scan-

dales, fait par exemple beaucoup d'efforts pour améliorer la professionnalisation dans le secteur de la petite enfance. On se rend compte qu'exiger des bacheliers pour réaliser l'accueil des jeunes enfants n'a rien à voir avec la richesse d'un pays, l'Albanie en est un bon exemple. Cela résulte plutôt d'une option politique et reflète ce que les parents et l'opinion publique pensent. Dans beaucoup de pays, on trouve cela normal, parce que les petits enfants sont les plus vulnérables et on considère qu'ils ont besoins de personnes avec de bonnes qualifications. J'ai consacré mon doctorat à la professionnalisation du secteur de la petite enfance. Lorsque je l'ai défendu en 2008, K&G était vraiment préoccupé par le problème de la qualité dans les milieux d'accueil et voulait rompre le cycle de déprofessionnalisation que j'avais identifié. Il était convaincu qu'on ne pouvait plus continuer avec du personnel non qualifié. Après de nombreuses discussions, en 2011 on a consacré une formation de niveau supérieur visant à travailler avec les jeunes enfants (0-3 ans et 3-12 ans) et les parents. Cependant, suite à la réforme des milieux d'accueil de 2014, on a constaté qu'il n'y avait pas de budget spécifique pour engager des bacheliers pour travailler avec les enfants, cela au moment même où les premiers bacheliers sortaient.

Ce fut une grande déception car les hautes écoles avaient investi beaucoup d'argent et environ 200 étudiants venaient d'être diplômés. Il en a résulté des tensions dans le secteur qui se sont répercutées au niveau des décideurs politiques. Cependant, après les élections de 2014 le climat politique a complètement changé. Dès ce moment, la priorité a été donnée à la formation des travailleurs faiblement ou non diplômés, sans augmenter les subsides pour engager des diplômés du supérieur. On n'a plus parlé de bacheliers, et la faiblesse du secteur s'est accrue. Actuellement, le secteur vit une crise à cause du corona, et le secteur des crèches et de accueil extra-scolaire a encore plus besoin d'éducateurs avec une haute qualification. Un autre problème, ce sont les salaires. Pour les personnes sans qualification qui travaillent dans les crèches, ceux-ci sont tellement faibles qu'on ne trouve plus de candidats qui veulent encore travailler dans les services. Ce n'est pas qu'il n'y a pas de gens

qualifiés sur le marché du travail, les bacheliers sont là, mais c'est la question des salaires qui joue.

C'est regrettable parce que les crèches sont très contentes des bacheliers en pédagogie du jeune enfant qui, progressivement, remplacent leurs directions passant à la retraite. Actuellement je suis très fier d'avoir contribué aux excellents résultats de cette formation et je continue d'espérer que d'autres formations politiques mettant plus l'accent sur l'éducation et le social émergeront et se saisiront des riches opportunités qui sont dans le secteur.

Sofie De Backer, quelle est votre expérience pour la formation des bacheliers PJK à Gand ?

Nous avons déposé un dossier sur la formation de bachelier *Pedagogie van het jonge kind* (PJK) en même temps que deux autres hautes écoles à Anvers et à Bruxelles. Nos dossiers ont été acceptés, avec pour focus le jeune enfant, le soutien parental préventif, à savoir comment travailler avec les parents, comment communiquer avec eux et les conseiller, ainsi que les questions relatives à la collaboration des pédagogues avec d'autres professionnels. Mais il est apparu très rapidement que parmi les fonctions prévues dans les milieux d'accueil celle qui se situe à un niveau entre les responsables et les éducateurs ne serait pas financée. Cela s'est confirmé par la suite.

Les responsabilités que nous avons alors à l'égard des futurs diplômés nous ont imposé d'élargir la formation. Nous l'avons fait en concertation avec le secteur, avec K&G, avec notre conseil consultatif. Le programme inclut également aujourd'hui le travail avec des enfants plus âgés, que ce soit dans les différents dispositifs pour les jeunes en dehors du milieu scolaire (par exemple dans le secteur de la jeunesse, les maisons de jeunes, l'accueil extrascolaire, 'jeugdwelzijn werk') ou dans les écoles (le dispositif 'brugfiguur').

Nous avons également le programme SWITCH qui offre des possibilités de passerelles. Le contenu du programme est identique mais c'est l'organisation

des études qui change. La moitié des étudiants SWITCH entre sur base d'une validation des acquis d'expérience, venant pour la plupart des milieux d'accueil. Ceux-ci ont un programme quasi individuel.

Chaque haute école a développé des accents spécifiques dans le cadre des compétences prévues par le programme. Chez nous, outre l'expertise en matière d'éducation, nous visons à accompagner de manière inspirante, à travailler au départ des talents des personnes, à stimuler la réflexion critique et à innover ensemble de manière ludique.

Nos étudiants sont en grande majorité des étudiantes (93 %). Environ 20 % vient de l'enseignement général, 60 % de l'enseignement technique et 25 % du professionnel. En termes d'emploi, on considère qu'un tiers des diplômés trouve du travail dans les milieux d'accueil, soit comme accueillant-e mais sans être payé comme bachelier (mais les jeunes diplômés ne le font pas très longtemps), comme coordinateur-riche, et un grand nombre comme accompagnant-e dans le dispositif *Pedagogische en taalondersteuning* (Support pédagogique et linguistique) qui est financé par K&G.

Mais je voudrais souligner d'autres résultats intéressants qui sont très importants pour la professionnalisation du secteur.

L'arrivée de ce programme a permis l'émergence de nouveaux professionnels, et d'une nouvelle dynamique. D'abord pour multiplier les recherches orientées sur les pratiques d'accueil. Des projets sont réalisés chez nous, financés sur fonds propres ou sur fonds extérieurs, mais ils peuvent également être réalisés à la demande. Par exemple, nous avons réalisé une enquête à la demande de la ville de Gand sur la satisfaction des parents à propos de l'éducation des jeunes enfants. Nous organisons annuellement une journée 'recherche' et une journée internationale, et nous développons les échanges internationaux à travers des visites et stages d'étudiants.

Ce qui est également très important c'est que d'autres bénéficient de nos approches spécifiques. Grâce aux stagiaires qu'ils accueillent, les différents secteurs nous disent que nos étudiants



Photo : Miguel Moran

sont très 'waardierend' (capables d'une démarche participative de l'évaluation des activités), sont très compétents pour innover avec les groupes, pour mettre en place une pédagogie critique (en référence à Paulo Freire¹ par exemple). Un autre exemple concerne la formation de bachelier *Instituteur préscolaire* qui est également organisée dans notre établissement. Celle-ci a bénéficié de beaucoup d'éléments venant de 'chez nous' pour le travail avec les familles, avec l'environnement. C'est également le cas pour la perspective internationale.

Florence Pirard (ULiège), que dire de la formation actuelle en Fédération Wallonie-Bruxelles ?

La formation actuelle de notre personnel d'accueil est encore très marquée par son inscription historique dans des pré-occupations hygiénistes, l'application et le respect des procédures, et ce qu'on appelle «les bonnes pratiques». Sans minimiser l'importance des dimensions sanitaires que le contexte actuel rappelle, cette formation n'intègre pas suffisamment la dimension psychopédagogique de l'accueil. Or cette dimension confronte

à la complexité et à l'incertitude dans le métier. Avec les jeunes enfants, il n'y a jamais une seule bonne façon de faire ! Il y a chaque fois des choix à penser et à mettre en place pour cet enfant-là, à ce moment-là. Et ces choix doivent se faire parmi différentes alternatives, en tenant compte des prescrits, des savoirs pluridisciplinaires, des observations quotidiennes de l'enfant et des attentes de sa famille.

Ces vingt dernières années, les exigences ont considérablement augmenté à l'égard du personnel. Nous avons été pionniers dans la production de référentiels pour l'accueil des enfants de 0-3 ans et 3-12 ans, pour le soutien à la parentalité, etc. mais il y a un paradoxe : ni au niveau de l'accueil, ni à celui de l'encadrement et de la direction, les personnes ne sont formées pour s'en approprier les contenus de manière approfondie. Le risque en est alors une application réductrice. Il faudrait que chacun puisse maîtriser ces ressources pour les mobiliser de manière ajustée au sein de projets étayés, concertés et évolutifs. Cela d'autant plus que chaque établissement est tenu de définir un projet d'accueil en y intégrant les fonctions sociales et éducatives dont la mise en place est très complexe. On ne peut y arriver sans que ne soient révisées à la

fois la formation initiale et les conditions de travail.

Il faut du temps pour une réflexion en équipe, pour la formation continue, pour un accompagnement psychopédagogique, pour tout ce qui peut permettre au milieu d'accueil d'atteindre ces objectifs. Sans tout cela et sans la reconnaissance de la complexité du travail, ce métier peut très vite devenir routinier. Il devient alors ce que les chercheurs appellent «une activité invisible», ce qui favorise la souffrance au travail. Nous devons donc absolument faire reconnaître l'importance d'acquérir et de développer à la fois des compétences et une identité professionnelle spécifiques pour les accueillant-es.

Cette démarche a déjà commencé dans les formations continues actuelles, mais elle doit passer par une formation de niveau supérieur, comme il en existe pour d'autres professionnels de l'éducation. Car en FWB, le fossé avec d'autres métiers est interpellant : des études de niveau bachelier pour les institutrices maternelles et le CESS pour les puéricultrices des grandes sections en crèche. Qu'est-ce qui justifie une telle disparité ? Comment justifier, pour un travail somme toute assez équivalent, avec des enfants d'à peu près le même âge, une telle différence dans les

conditions statutaires et salariales, dans la formation continue ? C'est un vrai défi pour la FWB.

Quels sont les apports des recherches qui ont été commanditées par l'ONE ?

Les deux recherches sur la formation initiale des professionnel-le-s menées de 2011 à 2015 ont mobilisé 150 personnes de tous horizons qui ont joué un rôle actif tout du long. Elles ont facilité une prise de conscience de la nécessité de repenser la formation pour accueillir les enfants dans un cadre professionnel. Ensuite, elles ont mis le doigt sur la méconnaissance de ce qui se passe de l'autre côté de nos frontières. Manifestement, ce que l'on fait était pris comme une évidence et sans alternative, alors que des choix différents sont faits dans d'autres pays depuis longtemps. Dans ces pays, une partie du personnel a le niveau bachelier alors que d'autres sont moins qualifiés. Mais quand vous discutez avec des français, suisses, suédois ou encore québécois, vous vous rendez compte qu'ils n'imaginent pas travailler uniquement avec du personnel pas du tout qualifié, ou même peu qualifié. Dans les pays où il y a plusieurs niveaux de formation, les professionnels du niveau de l'enseignement supérieur contribuent à stimuler une dynamique de réflexion dans le travail d'équipe.

Il ne s'agit pas d'avoir deux types de professionnels, en ayant d'un côté ceux qui «pensent» et de l'autre ceux qui appliquent les procédures. Il s'agit plutôt de créer un compagnonnage, pour travailler ensemble auprès des enfants et soutenir une réflexion productive au sein de l'équipe, avec bien sûr une réflexion psycho-socio-éducative plus poussée. Je crois que former les professionnel-le-s à ce type de travail d'équipe est essentiel.

Un autre résultat important de ces recherches a été de montrer qu'il y a moins de différence que l'on croit entre le travail d'accueil des enfants de 0 à 3 ans et celui des enfants de 3 à 12 ans. On remarque

la même approche holistique, c'est-à-dire l'approche globale des besoins de l'enfant, ce qui est très important en FWB où les enfants fréquentent très jeunes les services d'accueil.

Que s'est-il passé depuis la remise de votre rapport ?

Le dernier rapport a été déposé en 2015 et a fait l'objet de nombreuses concertations qui ont permis d'affiner l'étayage et l'argumentaire.



L'intérêt et le bien fondé des propositions qui en sont issues ont été soulignés par l'ONE. Celles-ci ont permis de produire en 2019 des outils essentiels pour créer un bachelier en éducation et accueil du jeune enfant². On a vu aussi émerger une belle dynamique participative et citoyenne, très engagée. Nouvelle Orientation Enfance (NOE), la Ligue des Familles et d'autres fédérations de professionnels ont appuyé la formation de niveau bachelier. Nous avons donc dépassé le stade de résultats de recherche et d'autres acteurs s'en sont emparés. Ce bachelier en éducation et accueil du jeune enfant doit être conçu

avec des passerelles vers les formations existantes, y compris l'enseignement secondaire de transition ou les autres enseignements supérieurs pour permettre davantage de continuité éducative. Nous ne disposons pas d'un système de services intégré 0-6 ans, comme en Italie ou les pays nordiques, qui permettrait de réduire le fossé entre les conditions d'accueil 0/3 ans et les écoles maternelles pour des enfants à peu près du même âge. Ne pourrait-on imaginer à terme l'intervention de bacheliers en éducation et accueil du jeune enfant dans les classes d'accueil et favoriser un métissage dans les cultures professionnelles petite enfance et école maternelle ? Ce serait tout bénéfique pour tout le monde, professionnel-le-s, enfants et parents lors de l'entrée à l'école maternelle dont les recherches montrent les difficultés à surmonter.

Fait essentiel, la nouvelle Déclaration de politique communautaire 2019-2024 donne des orientations claires (p. 27) «Veiller à la qualité de la formation du personnel, créer, outre les formations existantes, une formation de bachelier en éducation et accueil du jeune enfant, qui soit accessible aussi en formation continue et intégrer une sensibilisation à la pauvreté infantile dans le cursus de toutes les formations initiales des métiers de la petite enfance.» Bien sûr, la réforme de la formation initiale nécessite un investissement. Mais il en va de la reconnaissance de ce vrai métier ainsi que du droit des enfants à un accueil de qualité.

- 1 Paulo Freire (1921-1997), *Pédagogue brésilien, développe une conception de l'éducation pour la liberté.* «Le but de l'éducateur n'est plus seulement d'apprendre quelque chose à son interlocuteur, mais de rechercher avec lui, les moyens de transformer le monde dans lequel ils vivent» P. Freire. *Pédagogie des opprimés*. 1974. Petite collection Maspéro.
- 2 *Outils en vue de la création d'un bachelier en éducation de l'enfance*. Décembre 2018. Outils collectif, téléchargeable